

PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Lorraine

**ARRÊTÉ DREAL-F04113P0023**

**Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code  
de l'environnement**

**Relative au projet de transfert et d'extension du centre commercial Leclerc de Maizières-les-  
Metz sur la commune de Hauconcourt.**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F04113P0023 déposée par la SAS HAUDIS relative à la réalisation du projet de centre commercial Leclerc, reçue le 19/03/2013, et considérée complète le 21/03/2013 ;

Vu l'arrêté SGAR n°2013-A-03 du 11 février 2013 portant délégation de signature du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 22/03/2013 ;

Considérant que le projet de centre commercial d'une surface de plancher d'environ 35 000 m<sup>2</sup> relève de la rubrique n°37 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à la procédure du cas par cas les constructions soumises à permis de construire dans une commune non dotée d'un document d'urbanisme et portant sur une surface de plancher comprise entre 3 000 et 40 000 m<sup>2</sup> ;

Considérant que la commune n'est dotée d'aucun document de planification qui aurait permis une réflexion globale et équilibrée de l'aménagement sur l'ensemble du territoire et notamment sur l'intégration d'un tel projet d'ampleur significative.

Considérant que le projet, de par sa localisation et ses effets induits sur le trafic routier est susceptible d'avoir des incidences significatives sur la circulation et la sécurité sur l'autoroute A31 ;

Considérant que les éléments fournis ne renseignent pas sur le fonctionnement global du secteur, et en particulier son articulation avec le site actuel.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de centre commercial Leclerc sur la commune de Hauconcourt doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le **22/04/2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

  
Emmanuelle GAY

*Voies et délais de recours*

**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Le Recours administratif préalable est obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision.

Il est adressé à:

Monsieur le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle  
9, place de la Préfecture  
BP 71014  
57034 - METZ Cedex 1

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois.** Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle  
9, place de la Préfecture  
BP 71014  
57034 - METZ Cedex 1

**Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois.** Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

**Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.** Il doit être adressé au Tribunal administratif:

Tribunal administratif de Strasbourg,  
31 Avenue Paix  
67000 Strasbourg